
Travaux de climatisation du campus Méditerranée

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Marché n° 2025TRAV001MSP

Le présent marché est lancé selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et L.2123-1 du code de la commande publique en vigueur le 1^{er} avril 2019

Pouvoir Adjudicateur :

Université Gustave Eiffel

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

Cité Descartes

5 Boulevard Descartes • Champs-sur-Marne

77454 Marne-la-Vallée Cedex 2

Représentée par Gilles Roussel, Président

Table des matières

Article 1 - Désignation des parties	3
Article 2 - Objet du marché	3
Article 3 - Documents contractuels	3
Article 4 - Durée du marché	4
Article 5 - Délais d'exécution	4
Article 6 - Montant et forme du marché.....	4
Article 7 - Modalités de livraison et de réception.....	6
Article 8 - Contenu de la prestation et modalités d'exécution	10
Article 9 – Relations avec le titulaire.....	13
Article 10 – Sécurité	13
Article 11 - Conditions et modalités de règlement.....	13
11.1. Présentation des factures	13
11-3. Délai de paiement	14
11-4. Intérêts moratoires	14
11-5. Echancier de paiement	14
Article 12 - Garantie	15
Article 13 – Pénalités de retard	15
Article 14 - Ordonnateur et comptable assignataire.....	16
Article 15 - Assurances	16
Article 16 - Résiliation	16
Article 17 - Litiges et juridiction compétente.....	16
Article 18 - Main d'œuvre illicite	16

Article 1 - Désignation des parties

La personne publique :

Université Gustave Eiffel

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

Cité Descartes

5 Boulevard Descartes • Champs-sur-Marne

77454 Marne-la-Vallée Cedex 2

Représentée par Gilles Roussel, Président

Site concerné par le marché :

Université Gustave Eiffel

Campus Méditerranée / Salon-de-Provence

304, chemin de la Croix Blanche

F-13300 Salon-de-Provence

Article 2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'ensemble des travaux à réaliser dans le cadre du remplacement du système de chauffage/rafraichissement de l'Université Gustave Eiffel Campus Méditerranée situé à l'adresse suivante :

Université Gustave Eiffel

Campus Méditerranée / Salon-de-Provence

304, chemin de la Croix Blanche

F-13300 Salon-de-Provence

La description précise des travaux à effectuer est mentionnée dans le CCTP.

PSE 1 : Ventilation de la salle de réunion située au Rez-de-Chaussée (décrite à l'article 3.8 du CCTP).

Article 3 - Documents contractuels

Le présent marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Plans
- Planning prévisionnel
- L'offre technique du titulaire

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Toute clause portée dans le catalogue/tarifs ou documentation quelconque du titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle qui figure sur le document de priorité supérieure.

Article 4 - Durée du marché

Le marché commence à partir de la date de notification. La notification vaut ordre de service de démarrage.

La date de notification est la date de réception du marché par le titulaire.

Le marché se termine à l'issue de la période de garantie du matériel objet du marché (système de climatisation).

Article 5 - Délais d'exécution

Le délai d'exécution est mentionné à l'annexe 1 au présent document.

Prolongation des délais

Une prolongation des délais de livraison et d'installation peut être accordée par l'Université Gustave Eiffel au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de l'Université Gustave Eiffel ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée à la personne responsable du marché, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de dix jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation des délais de livraison et de mise en ordre de marche. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

La personne publique notifie par écrit au titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation des délais ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration des délais contractuels, éventuellement déjà prolongés.

Article 6 - Montant et forme du marché

Le montant du marché est mentionné dans l'acte d'engagement.

Ce montant est décomposé dans l'offre financière du titulaire

Il est ferme sur toute la durée du marché.

Frais afférents

Le montant comprend toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurent au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Ils sont établis en tenant compte :

- des installations de chantier et ouvrages provisoires pour la réalisation des travaux,
- des sujétions susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des différents corps de métiers,
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du chantier,
- des contraintes liées au maintien en fonctionnement des bâtiments pendant les travaux (protection vis à vis du personnel de l'Université Gustave Eiffel, du public, cloisonnement provisoire...)
- des dépenses d'entretien permettant le nettoyage quotidien ainsi que le nettoyage final de la zone d'exécution ;
- des dépenses de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés ;
- des dépenses liées à l'évacuation des emballages ou conditionnement des fournitures ;

L'offre financière est faite suite à la visite obligatoire du lieu d'exécution.

Le titulaire ne pourra se prévaloir ultérieurement d'une connaissance insuffisante du lieu d'exécution, de manque d'informations, d'erreurs, d'omissions ou d'insuffisances pour se soustraire à ses obligations ou pour demander une plus-value.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du site et des conditions dans lesquelles il devra exécuter les travaux pour établir son offre, et en particulier :

- des sujétions dues à l'exécution des travaux en milieu occupé,
- des conditions d'accès au site et au bâtiment,
- des contraintes d'organisation de chantier liées aux interventions en site occupé,
- des dépenses liées aux installations de chantier
- les dimensions et encombrement des locaux et gaines techniques.
- les dimensions et longueurs à prendre en compte (cheminements, câbles, etc.).

Les informations collectées lui permettront de proposer une solution complète et entièrement fonctionnelle, sans coût additionnel dû à des fournitures et/ou prestations non prévues.

Le titulaire devra inclure dans le prix tous les travaux et prestations qui le concernent et qui sont nécessaires pour assurer le parfait achèvement et le bon fonctionnement des ouvrages. En particulier sont à la charge du titulaire :

- les percements, trous, scellements et les dispositifs particuliers à la traversée des parois.
- le garnissage de tous les percements qu'il a exécutés en respectant les dispositions constructives des bâtiments et en reconstituant le degré coupe-feu.
- les supports et les suspentes de toutes sortes.

- les peintures de finition et raccords des revêtements de surface existants modifiés ou altérés par son intervention.
- les reprises d'étanchéité.
- l'enlèvement de tout emballage, fourniture inutilisée, déchet de fourniture ou de travaux.
- l'établissement des documents.
- la participation aux opérations de réception.
- la garantie de ses installations (pièces, main d'œuvre et déplacements).
- les études, essais, contrôles et mises en service.
- les assurances (responsabilité civile et responsabilité décennale)
- le nettoyage et l'enlèvement des débris qui lui sont propres.

Le soumissionnaire reconnaît avoir parfaitement apprécié sur place les servitudes propres à la situation, aux accès, voiries et aires de chantier.

Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par l'Université Gustave Eiffel comme complémentaire au programme prévu.

Les travaux seront rémunérés sur la base des prix forfaitaires.

Article 7 - Modalités de livraison et de réception

Les travaux et fourniture objet du marché doivent être livrés, exécutés et installés à l'adresse suivante :

Université Gustave Eiffel

Campus Méditerranée / Salon-de-Provence

304, chemin de la Croix Blanche

F-13300 Salon-de-Provence

Le titulaire mentionne dans son offre technique les conditions de stockage afin que le matériel livré ne soit pas altéré par l'environnement (température, lieu, etc...).

L'Université Gustave Eiffel dégage toute responsabilité en cas de détérioration de l'équipement pendant le stockage. Le titulaire fera son affaire afin que la date de livraison soit le plus près possible de la date d'installation et de mise en ordre de marche

Pré réception

Par dérogation aux articles 41 et 42 du C.C.A.G, les opérations de réception se déroulent de la façon décrite ci-après :

Les travaux étant exécutés en milieu occupé et par bâtiment, l'achèvement des travaux de chaque bâtiment sera constaté et validé par l'établissement d'un PV de mise à disposition du bâtiment concerné.

Après s'être assuré que les travaux et leurs finitions sont totalement exécutés, le titulaire avise l'Université Gustave Eiffel (maitre d'ouvrage) par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

Opérations préalables à la réception

Lors de ces opérations, des tests seront effectués :

Tests à effectuer :

Contrôle Visuel

- la reconnaissance des ouvrages exécutés,
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons,
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux, dans les conditions prévues ci-dessus,
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Les travaux sont soumis aux visites de constats contradictoires de reconnaissance en vue de la prise de possession.

Les visites se font en présence de l'Université Gustave Eiffel et du titulaire.

Le titulaire reste entièrement responsable du contrôle qualitatif et quantitatif des travaux. Il organise et dirige ces opérations et procède sur le champ à l'établissement d'un procès-verbal.

Un contrôle visuel sera effectué après passage de tous les cheminements afin de vérifier la qualité de pose, la mise à la terre, l'étiquetage...

Un contrôle sera aussi effectué après le passage de tous les matériels pour vérifier: le bon dimensionnement des cheminements, le rebouchage de tous les percements, etc...

Essais

Les essais ne peuvent être effectués qu'après la remise des guides d'exploitation et d'entretien de l'installation, ceci afin de permettre à l'Université Gustave Eiffel et au titulaire de suivre les dits essais en toute connaissance de cause.

Contrôle de qualité et conformité

Le contrôle de qualité et conformité comporte 3 types d'actions :

- L'autocontrôle et les essais effectués par le titulaire, qui peuvent être délégués sous sa responsabilité et pour la part qui les concerne, à ses sous-traitants, fabricants et fournisseurs,
- le contrôle de bonne exécution et d'obtention des résultats contractuels, exercé par l'Université Gustave Eiffel
- les vérifications du contrôleur Technique dans le cadre de la mission le cas échéant

Lors des essais de contrôle, le titulaire doit fournir tout le matériel nécessaire, les installations provisoires éventuelles, les instruments de mesure et de contrôle, (thermomètres, anémomètre, sonomètres, enregistreurs, divers, compte-tours, voltmètres, etc...) ainsi que le personnel qualifié.

Contrôle d'étanchéité

Les contrôles sont effectués par le personnel du titulaire, sous sa responsabilité. Chaque essai est répété autant de fois qu'il est nécessaire et tant que le résultat n'est pas satisfaisant. La mise en service du système objet du marché devra se faire par le fabriquant.

Contrôle du niveau sonore.

Contrôle et Recette des équipements par l'Université Gustave Eiffel

- **Installation et mise en ordre de marche :**

Les équipements de climatisation seront installés par le Titulaire qui effectuera également la mise en ordre de marche ainsi que la formation. Cette installation et la mise en ordre de marche se feront en présence du personnel concerné de l'Université Gustave Eiffel. Un procès-verbal de mise en ordre de marche sera établi par l'Université Gustave Eiffel.

Tous les appareils contenant du fluide frigorigère, doivent être mis en service par un professionnel qui possède une attestation de capacité à la manipulation de ces fluides.

- **Vérification d'Aptitude (VA) :**

A l'issue de la mise en ordre de marche et de la formation, l'Université Gustave Eiffel procédera à la VA pendant une période de 30 jours calendaires maximum.

La vérification d'aptitude a pour but de constater que la fourniture objet du contrat présente les caractéristiques techniques qui la rend apte à remplir les fonctions précisées dans le contrat.

Si la vérification d'aptitude est négative, l'Université Gustave Eiffel prendra une décision d'ajournement ou de rejet.

L'ajournement concerne les anomalies et les réserves qui empêchent un fonctionnement normal du matériel. Ces anomalies sont consignées dans un procès-verbal d'ajournement et envoyé au titulaire.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la levée des réserves dans un délai de 15 jours calendaires maximum. A l'issue de cette période, si les réserves ne sont pas levées, un deuxième ajournement d'une période de 15 jours calendaires maximum, pourra être accordé au titulaire.

A l'issue de cette deuxième période d'ajournement, si les réserves ne sont pas levées, l'Université Gustave Eiffel procédera au rejet du matériel.

En cas de rejet, le titulaire fera son affaire pour récupérer son matériel. Les sommes déjà versées au titulaire seront restituées à l'Université Gustave Eiffel. Le contrat sera résilié sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité.

Par ailleurs, le titulaire devra remettre en état de fonctionnement le matériel initial existant. Si la vérification d'aptitude est positive, l'Université Gustave Eiffel procédera à la

vérification de service régulier.

- **Vérification de service régulier (VSR)**

La vérification du service régulier a pour but de constater que la fourniture objet du contrat est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'utilisation.

A partir du constat de vérification d'aptitude, l'Université Gustave Eiffel procédera à la Vérification de Service Régulier (VSR) pendant une période de 30 jours calendaires maximum.

Pendant la VSR, l'Université Gustave Eiffel notifiera au titulaire les anomalies résiduelles

Si la VSR est positive, l'Université Gustave Eiffel prononcera l'admission.

Si la VSR est négative, l'Université Gustave Eiffel prononcera soit :

- l'admission avec réfaction (qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées, décidée en concertation avec le titulaire).
- l'ajournement. L'ajournement concerne les anomalies et les réserves qui empêchent un fonctionnement normal du matériel. Ces anomalies sont consignées dans un procès-verbal d'ajournement et envoyé au titulaire.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la levée des réserves dans un délai de 15 jours calendaires maximum. A l'issue de cette période, si les réserves ne sont pas levées, un deuxième ajournement d'une période de 15 jours calendaires maximum pourra être accordé au titulaire.

A l'issue de cette deuxième période d'ajournement, si les réserves ne sont pas levées, l'Université Gustave Eiffel procédera au rejet du matériel.

En cas de rejet, le titulaire fera son affaire pour récupérer son matériel. Les sommes déjà versées au titulaire seront restituées à l'Université Gustave Eiffel. Le contrat sera résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

- **Réception**

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, l'Université Gustave Eiffel décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire les quarante-cinq (45) jours suivant la date du procès-verbal.

La réception, si elle est prononcée, prend effet à la date fixée pour l'achèvement partiel des travaux.

A l'issue de l'achèvement total des travaux, un procès-verbal de réception de l'ensemble des travaux sera effectué en présence du titulaire et du représentant de l'Université Gustave Eiffel.

La réception de cette installation sera prononcée et conditionnée par :

- La levée de l'ensemble des réserves établies lors de la pré-réception,
- La fourniture de toutes les pièces mentionnées dans le CCAP et le CCTP
- La vérification de service régulier positive.

Documents des ouvrages exécutés

A la fin des travaux, le titulaire devra fournir dans un classeur intitulé « Documents des Ouvrages Exécutés », les documents mentionnés au CCTP, article « DOE ».

Article 8 - Contenu de la prestation et modalités d'exécution

Le détail des travaux sont mentionné dans le CCTP.

Dans le local desservi le matériel sera mis en service et son bon fonctionnement vérifié. Les paramétrages nécessaires au niveau de chaque unité, ainsi que le paramétrage du groupe devront être mis en place pour un fonctionnement optimal de l'ensemble

En cas de dommages causés sur le bâtiment existant, engageant la responsabilité du titulaire, ce dernier prend à sa charge le coût des dommages causés et des réparations qui en découlent.

Si certaines opérations de soudure ou meulage sont entreprises à l'intérieur du bâtiment, un permis feu devra être établi et ces opérations planifiées au moins 4 jours à l'avance pour permettre aux personnels impactés de s'organiser.

Lors des interventions dans les locaux, si les mobiliers ou du matériel scientifique d'essais gênent l'intervention, ceux-ci devront, si nécessaire, être déplacés de façon appropriée (en prenant les précautions nécessaires pour éviter toute chute au sol ou tout chocs pouvant porter atteinte à leurs bons fonctionnements), à ces fins les utilisateurs du bâtiment et le responsable des travaux du site se chargeront de déplacer tout matériel informatique et scientifique pour faciliter les manutentions.

Afin de coordonner les activités du personnel du site et les interventions demandées, une communication bidirectionnelle sera établie entre le responsable des travaux du site et les personnels de la société intervenant.

Toutes les sociétés extérieure intervenant devront respecter les normes de sécurité en vigueur et mettre en place les signalisations appropriés pour sécuriser les différents lieux à risques sur le chantier.

Préalablement au début des travaux : un plan de prévention, sur le modèle utilisé par l'Université Gustave Eiffel, sera établi entre les deux parties afin d'identifier les risques et de programmer les actions de prévention à mettre en place.

Pour le grutage, un protocole de chargement / déchargement devra être suivi et le grutier devra avoir en sa possession un CACES à jour attestant de sa formation.

Organisation, sécurité, hygiène des chantiers

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par le titulaire.

Le titulaire sera directement responsable, tant envers l'Université Gustave Eiffel qu'envers les tiers des dommages de toutes natures qui pourraient survenir du fait de son personnel à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire est également responsable des accidents du travail dont son personnel pourrait être victime. Les personnels du titulaire en charge de l'exécution des prestations devront conserver une attitude correcte tant envers l'Université Gustave Eiffel que les occupants des lieux.

Balisage et protections générales

Le titulaire doit, dans le cadre de l'exécution de sa prestation, assurer une protection soignée des sols, des murs, etc... sur la zone d'exécution des prestations et sur le cheminement d'évacuation des gravats le cas échéant,

Le titulaire veille à ce que les sols aux abords ne soient pas souillés notamment par le matériel utilisé et le passage répété de son personnel.

Il est tenu de prendre toutes dispositions à cet égard y compris si nécessaire l'installation d'équipements particuliers de nettoyage.

D'une façon générale, le titulaire doit s'attacher au respect de l'environnement.

Le port, par le personnel intervenant, d'un badge ou autre élément identificateur

Evacuation des gravats

Le titulaire est responsable de l'évacuation des gravats produit par le chantier et le nettoyage des locaux par des moyens appropriés.

Signalisation

Le titulaire doit effectuer tout balisage en fonction du besoin. Il doit mettre en place des barrières assurant qu'aucun engin de chantier ne risque de percuter les locaux de l'Université Gustave Eiffel.

Le titulaire prend toutes les précautions possibles et nécessaires pour que le bâtiment ne soit pas endommagé lors de l'installation du système de chauffage et de refroidissement.

Bruit

Les chantiers doivent être organisés et équipés de manière à réduire au minimum les bruits susceptibles de troubler la tranquillité des personnels de l'Université Gustave Eiffel. Pour les travaux bruyants (engins à moteur, compresseur, outils à percussion...), il sera possible de les envisager tôt le matin avant l'arrivée des personnels.

Les engins et matériels de chantier doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Remise en état des lieux

Tous les lieux intéressés par les travaux devront être remis en état à la réception des fournitures objet du marché. La remise en état des lieux est à la charge du titulaire.

Toute dégradation constatée du fait du titulaire sera à sa charge.

Tout manquement aux prescriptions ci-dessus pourra donner lieu à des pénalités mentionnées à l'article « Pénalités » du présent marché.

Dispositions particulières à l'achèvement, préalables à la réception des équipements objet du marché.

Le titulaire doit évacuer l'ensemble des déchets à l'avancement régulier du chantier et impérativement avant la réception des travaux.

Le titulaire doit réparer à ses frais toutes les dégradations que ses agents, ouvriers, ou ses matériels et engins pourraient causer aux ouvrages quels qu'ils soient ou à l'environnement. Le titulaire est tenu responsable de tout incident ou accident ayant pour cause le non-respect des règlements en vigueur ou des recommandations portant sur la protection et la sécurité des ouvrages et des tiers.

Toutes les pièces métalliques susceptibles d'être corrodées devront recevoir une protection anticorrosion.

Le titulaire fera son affaire de toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux, ainsi que de toutes les sujétions de sécurité pour assurer la protection et la signalisation vis-à-vis des tiers.

Consignes concernant tous les travaux :

Le titulaire doit prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment, il est interdit :

- D'effectuer en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporterait une gêne à son évacuation,
- d'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ce type de travaux,
- d'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures etc...),
- de déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours,
- de stocker des liquides inflammables en dehors des locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence du public.

Horaire de travail

Comme mentionné précédemment, les travaux objet du marché sont réalisés en milieu occupé. En conséquence, les horaires de travail du titulaire s'établiront normalement dans le créneau du lundi au vendredi de 7h30 à 17h30 dans le respect des limitations de temps de travail édictées au Code du travail.

Respect du règlement intérieur

Le titulaire sera tenu de respecter le règlement intérieur et les consignes de sécurité de l'Université Gustave Eiffel dans toutes les phases du projet.

Pour la réalisation, le titulaire respectera les consignes ci-dessous.

- Pour la sécurité :
les zones à risques sont balisées,
les outils électriques et/ou tranchants utilisés sont aux normes en vigueur,
les sorties de secours ne doivent pas être obstruées.
- Pour l'hygiène :
le chantier est rangé et nettoyé après chaque journée de travail.

Article 9 – Relations avec le titulaire

Réunions d'avancement

Le Titulaire est tenu d'assister aux réunions d'avancement techniques qui concernent le présent marché.

Nomination d'un interlocuteur unique

Le Titulaire devra impérativement désigner, dès la passation du marché, un responsable qui sera l'interlocuteur unique face aux représentants de l'Université Gustave Eiffel. L'Université Gustave Eiffel se réserve le droit de faire remplacer la personne choisie par le Titulaire comme responsable du marché.

Article 10 – Sécurité

Le titulaire s'engage à respecter les règles de sécurité relatives au code du travail.

Plan de prévention

Un plan de prévention devra être établi entre le titulaire et l'Université Gustave Eiffel. Une visite préalable pour l'établissement de ce document sera obligatoire. Le plan de prévention sera signé par les deux parties.

Habilitations

Le titulaire devra garantir que ses employés possèdent les habilitations électriques adéquates et autres habilitations inhérentes à l'exécution du marché, et en cours de validité. Elles devront être fournies lors de l'élaboration du plan de prévention

Article 11 - Conditions et modalités de règlement

11.1. Présentation des factures

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les factures doivent être transmises sous forme électronique.

L'accès au portail Chorus Pro se fait par l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations suivantes vous seront nécessaires :

L'identifiant unique de l'Université Gustave Eiffel sur CHORUS PRO : 130 026 0123 000179

Code service : SG13

Numéro d'engagement : 2025TRAV001MSP

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- La mention : « marché Université Gustave Eiffel n°2025TRAV001MSP »,
- Le nom et l'adresse de l'Université Gustave Eiffel,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- La désignation en clair des travaux,
- Le montant de l'acompte, le cas échéant,
- L'acompte concerné, le cas échéant,
- Le taux et le montant de la TVA,

Le total HT de la facture est majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler.

11-3. Délai de paiement

Les factures sont effectivement payées au plus tard le 30ème jour suivant de la date de réception de chaque facture acceptée sous réserve du service fait.

11-4. Intérêts moratoires

Conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros

11-5. Echancier de paiement

A la notification du marché, versement d'une avance de 20 % du montant TTC du marché sans présentation de facture par le titulaire.

A la mise en ordre de marche du matériel objet du marché : versement d'un acompte de 70 % du montant TTC du marché sur présentation d'une facture par le titulaire, acceptée par l'Université Gustave Eiffel, et récupération de l'avance.

A la vérification d'aptitude positive : versement d'un acompte de 20 % du montant TTC du marché sur présentation d'une facture par le titulaire, acceptée par l'Université Gustave Eiffel.

A l'admission du matériel, versement d'un acompte de 10 % du montant TTC du marché sur présentation d'une facture par le titulaire, acceptée par l'Université Gustave Eiffel.

Article 12 - Garantie

Une garantie du système de climatisation de 1 an minimum sera appliquée à la fin de l'installation. Pour cela, l'installateur présentera les agréments du constructeur.

Cette garantie prend en compte le maintien du niveau de performances et le fonctionnement de tous les protocoles définis par les standards à la date de l'installation.

Pendant la période de garantie, le titulaire, ou à défaut le constructeur, est tenu de remédier à toutes les anomalies survenant sur l'installation nouvellement réalisée. Il devra procéder à ses frais (pièces, main d'œuvre et déplacements) au contrôle et au remplacement de tout élément défectueux. Si des anomalies persistent, l'Université Gustave Eiffel se réserve le droit de procéder, à la charge du titulaire et pendant la période de garantie, à tous les essais qu'il jugera nécessaires.

En ce qui concerne les travaux d'électricité, de percement, d'étanchéité et autres, ceux-ci sont couverts par la garantie de parfait achèvement et par la garantie décennale conformément au GGAG.

Article 13 – Pénalités de retard

Pendant la durée du marché, en cas de non-respect des délais mentionnés à l'annexe 1 au CCAP, du fait du titulaire, l'Université Gustave Eiffel se réserve le droit d'appliquer, sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 300 € par jour ouvré de retard.

Nettoyage périodique du chantier

Dans le cas où le nettoyage périodique du chantier ainsi que l'enlèvement des gravats ou débris ne seraient pas exécutés, le titulaire serait passible, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité journalière de 100 euros jusqu'à constatation de la réalisation du nettoyage par le Maître d'ouvrage.

- Retard aux réunions

Tout retard non motivé de l'entrepreneur à une réunion de chantier à laquelle il aura été dûment convoqué et qui aura perturbé le bon déroulement de la réunion sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 €.

- Pénalités de retard dans les levées de réserves

En cas de non-respect du délai fixé dans le procès-verbal des opérations préalables à la réception pour lever l'ensemble des réserves, il pourra être appliqué des pénalités fixées à 100 € par jour calendaire de retard.

Tout manquement aux prescriptions mentionnées à l'article relatif à l'organisation du chantier et coordination ci-dessus pourra donner lieu à une pénalité forfaitaire de 100 €.

Le montant des pénalités mentionnées aux articles ci-dessus n'est pas soumis à l'application de la T.V.A

Article 14 - Ordonnateur et comptable assignataire

L'ordonnateur de l'Université Gustave Eiffel est la Directrice générale de l'Université Gustave Eiffel.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable de l'Université Gustave Eiffel

Article 15 - Assurances

A. - Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir avec son offre une attestation, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

B. - Le titulaire doit être garanti par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

Article 16 - Résiliation

L'UNIVERSITÉ GUSTAVE EIFFEL peut résilier le marché sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité en cas d'inexécution par le titulaire de ses obligations énoncées dans le présent marché. Dans ce cas, Toute somme perçue doit être restituée à l'Université Gustave Eiffel. Par ailleurs, le marché peut être résilié par l'Université Gustave Eiffel dans les cas prévus dans le présent document.

Article 17 - Litiges et juridiction compétente

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les litiges qui peuvent survenir dans l'interprétation des clauses du présent contrat.

En cas de litige persistant qui n'a pu trouver une solution amiable, le tribunal administratif du siège social de l'Université Gustave Eiffel est seul compétent.

Article 18 - Main d'œuvre illicite

Le titulaire s'engage dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché, à respecter toutes les dispositions du Code du travail notamment celles relatives au travail dissimulé.

A cet égard, le titulaire, et le cas échéant, ses sous-traitants, doivent s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail :

Le titulaire, et le cas échéant, ses sous-traitants s'engagent à fournir à l'Université Gustave Eiffel :

- - une attestation de fourniture de déclarations sociales ;
- - et une attestation sur l'honneur relative aux déclarations fiscales et à l'emploi régulier des salariés qui réaliseront les prestations objet du marché.

Le fait de méconnaître les interdictions définies à l'article L.8221-1 du Code du travail est puni d'un emprisonnement de 3 ans et d'une amende de 45.000 euros.

Par ailleurs, une pénalité au plus égale à 10 % du montant du marché peut être infligée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail.